

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°314

24 Février 2021

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Sous couvert de chasse à « *l'islamo-gauchisme* », Vidal confie au CNRS une enquête pour « *distinguer ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève justement du militantisme et de l'opinion* » et provoque un tollé général.

**La responsabilité des directions syndicales de l'ESR :
Appeler à une manifestation devant le ministère de Vidal
Pour exiger l'abandon intégral et définitif de sa « commande »
Ni rapport, ni enquête, aucune collaboration, ni implication du CNRS
dans cette opération de police politique !**

Les déclarations de Vidal : une offensive maccarthyste dans l'ESR, instrumentalisant le CNRS

Dans une interview au JDD du 21 février, Vidal a confirmé que son enquête « *contre l'islamo-gauchisme qui gangrène l'université* » sera bien menée par le CNRS. Elle persiste une semaine après ses déclarations coup de tonnerre sur *Cnews* où elle avait expliqué qu'une telle enquête devait faire le point « *sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'université de manière à ce qu'on puisse distinguer de ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève justement du militantisme et de l'opinion.* ».

Cette violente attaque a suscité un tollé général de la communauté scientifique, scandalisée par l'utilisation d'un langage calomnieux propre à l'extrême droite (et néonazie) qui met l'université et la recherche sur le banc des accusés. Avec cette demande d'« enquête », Vidal veut franchir un nouveau pas pour le compte du gouvernement qui veut s'arroger le droit de définir le contenu des recherches et lancer une chasse aux sorcières digne des années noires du maccarthysme aux États-Unis en suscitant la division, la peur et le soupçon.

En ciblant, les études postcoloniales et décoloniales, les travaux portant sur les discriminations raciales, les études de genre, à l'université, Vidal donne un ton résolument politique à cette menace de censure. Le gouvernement Macron-Vidal emboîte ainsi le pas des Bolsonaro au Brésil, Orban en Hongrie, Erdogan en Turquie, et des ... suprématistes qui soutiennent Trump !

Dans cette croisade, elle a un allié, le PDG du CNRS, qui dans le communiqué du 17 février, annonce que le CNRS va « *participer à l'étude souhaitée par la Ministre* ». Tout en affirmant que l'islamo-gauchisme « *n'est pas une réalité scientifique* », entonnant le même discours que Macron au conseil des ministres du matin, il assure qu'il s'agit de donner à cette commande un « *éclairage scientifique* » et « *des bases méthodologiques* » ! Mais à quoi veut-il donner cet éclairage et des bases, s'il n'y a pas de réalité scientifique ? Non, c'est une attaque directe contre les libertés académiques qui menace particulièrement les sciences sociales et humaines. Mais aussi tous les agents et le CNRS lui-même qui deviendrait aux yeux de tous, un instrument de cette police politique dans ses labos et dans les universités.

Dans la logique de la politique du gouvernement Macron-Castex-Vidal contre l'ESR et de leur LPR

L'offensive de Vidal s'inscrit dans l'attaque frontale de Macron lui-même contre l'université. Celui-ci déclarait le 10 juin 2020 : « *le monde universitaire a été coupable. Il a encouragé l'ethnicisation de la question sociale en pensant que c'était un bon filon. Cela revient à casser la République en deux* ». Blanquer a renchéri en octobre 2020. Vidal n'a donc pas commis un dérapage hors de contrôle.

« *Le Premier ministre Jean Castex reste lui silencieux et Emmanuel Macron garde ses distances.* » dit la presse. Ils laissent en première ligne le « *soldat Vidal* » qui reste droite dans ses bottes, confortée par le soutien ouvert de Darmanin et ... du RN et surtout par le chef de l'État qui la maintient à la tête de son ministère.

Ces déclarations se situent dans la logique de la LPR. En effet il y a eu à l'automne la tentative de faire chapeauter cette loi par un article cadenassant les libertés académiques dans le cadre du « *respect des valeurs de la république* » et un autre instaurant un délit « *de trouble à la tranquillité* » passible de peine de prison pour réprimer toute mobilisation sur les campus. Et même si ce 2^{ème} article a été retoqué par la suite, pour des raisons techniques le recours aux forces de l'ordre contre les mobilisations sur les campus est devenue systématique (Sorbonne, Bordeaux, Saclay, Nanterre ...).

La LPR a été promulguée le 24 décembre et le gouvernement a profité de la pandémie pour accélérer sa mise en place. Sous prétexte de crise sanitaire, il a institutionnalisé le distanciel et un fonctionnement en mode dégradé qui entraîne l'explosion des heures de travail au-delà des services, la dévalorisation des activités de recherche et d'enseignement. Sa politique fait éclater la pauvreté chez les étudiants et provoque une terrible sélection sociale. Et l'ordonnance qui donne toute latitude pour organiser les examens fac par fac, filière par filière, matière par matière, ruine le caractère national de leurs diplômes. Les étudiants de la Sorbonne qui se sont opposés à leurs conditions d'examens se sont fait dégager *manu militari* par la police.

L' « enquête » de Vidal, une pièce constitutive d'un État policier

En fusionnant dans la LPR son plan de destruction de l'ESR avec des mesures liberticides, le gouvernement Macron-Castex-Vidal démontre que sa politique de la matraque et de répression politique lui est nécessaire pour porter les attaques les plus violentes contre la jeunesse et les travailleurs.

Le gouvernement profite de l'état d'urgence sanitaire, indéfiniment prolongé, pour se doter de tout un arsenal de mesures qui sont autant de pièces constitutives d'un État policier : loi « sécurité globale » ; décrets liberticides légalisant notamment le fichage des opinions politiques ; loi « séparatisme », loi raciste et xénophobe. A cela, il faut ajouter le traitement inhumain des migrants (expulsés, molestés, privés de tentes et de couvertures par grand froid ...).

Il s'agit de museler, d'interdire toute opposition, tout mouvement contre cette politique ultraréactionnaire.

A bas la commande de Vidal, clé de voûte d'une offensive maccarthyste dans l'ESR

La condamnation de cette tentative de mettre au pas les chercheurs et les universitaires est unanime, à l'université, au CNRS. Cette enquête ne doit pas avoir lieu ! Des milliers d'universitaires, de chercheurs et de personnels de l'ESR réclament la démission de Vidal.

Hier, Vidal affichait son mépris face à l'opposition à sa LPR, aujourd'hui l'enjeu pour elle est sa mise en œuvre. Dès janvier, elle annulait la qualification au CNU pour le concours de professeurs alors même que les candidats avaient déposé leur dossier. Le 19 janvier, le ministère a remis aux organisations syndicales le planning serré de la préparation de 22 décrets d'application de la LPR, la plupart dans le cadre de l'application du protocole LPR, pour être promulgués avant l'automne. Tout y passe, primes, CDI, recrutement EC hors qualifications CNU, « réforme » du Comité National (CoNRS), ... Chacun d'eux fait l'objet de discussions – qui se mènent dans la plus grande discrétion – avec le ministère. Signataires ou non du protocole, toutes les organisations syndicales sont conviées à la table des négociations. Quelle victoire pour le gouvernement si même les non signataires, dont la FSU – faisant fi du mandat de leurs syndiqués – se rendent à ces invitations !

Aujourd'hui certaines d'entre elles, comme le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU, sous la pression des chercheurs et des enseignants, demandent la démission de la Ministre. Comment dans ces conditions, les directions syndicales peuvent-elles continuer de participer à ces discussions avec Vidal et son ministère ? Comment mieux dire qu'ils n'en veulent plus sinon de rompre tout dialogue avec elle et son cabinet ? La direction du SNESUP le dit tout de go : il s'agit « *remplacer* » la ministre Vidal « *pour retrouver le chemin du dialogue et que les dossiers puissent être traités sereinement* » or le principal dossier actuel est la préparation ... des décrets LPR.

Les déclarations de Vidal le prouvent, rien ne peut être obtenu sans affronter ce gouvernement. Le SNCS-FSU s'est prononcé pour l'abandon de l' « étude » commandée par la Ministre et que le CNRS n'y participe pas. La FSU et tous les syndicats de l'ESR doivent réaliser l'unité sur ces exigences.

La responsabilité des directions syndicales de l'ESR est d'appeler à manifester devant le ministère pour exiger : - L'abandon pur et simple de la demande d'enquête de Vidal,

- Aucune implication du CNRS dans cette opération de police politique

Aucune collaboration, sous quelque forme que ce soit, à l' « enquête » de Vidal !

Obtenir satisfaction sur cette exigence ouvrirait la voie au combat contre toute la politique de Macron-Castex-Vidal dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche.